



Présentation du livre : *Public Participation and Social Governance*¹

Par Chloé Froissart

Cet ouvrage réunit neuf contributions de politistes et de sociologues qui font autorité aujourd'hui en France sur les questions de mobilisation et de participation. Ces contributions sont issues de conférences données entre 2014 et 2017 au **Centre Franco-Chinois de l'université Tsinghua (CFC/CEFC)***.

À travers le prisme de grandes questions sociales auxquelles la France – au même titre que la Chine – est aujourd'hui confrontée comme **l'accès à l'éducation des enfants migrants, la place des prostituées dans la société, la marginalisation des populations pauvres** ou encore **la prise en compte de la crise environnementale**, le présent ouvrage offre un regard nouveau sur l'expérience démocratique en France, sur les épreuves qu'elle traverse et la manière dont elle cherche à se renouveler. En s'intéressant aux formes non-institutionnalisées et institutionnalisées de participation, comme les mobilisations ou la participation du public dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales, environnementales et urbaines, ce livre privilégie **une approche dynamique** et par le bas de la démocratie, centrée sur les initiatives et la capacité d'agir des acteurs.

Pourquoi s'engage-t-on dans une cause sociale ?

Comment les problèmes sociaux apparaissent-ils sur l'agenda politique et comment les médias participent-ils à l'élaboration des problèmes publics ? Comment mettre en œuvre, étendre et institutionnaliser la participation publique ? Tous les dispositifs participatifs analysés ici ne sont pas nécessairement institutionnalisés et certains sont encore à la recherche d'une forme efficace et appropriée afin de pouvoir être pérennisés.

La première partie, consacrée aux **mobilisations**, s'intéresse aux groupes mobilisés, aux individus composant ces groupes, aux médias qui rendent visibles ou non les actions collectives. Elle s'ouvre sur deux articles de **Lilian Mathieu** qui analysent **comment les acteurs sociaux œuvrent pour une plus grande inclusion dans la société**, que ce soit la leur ou celle des autres. Ces deux articles abordent des questions classiques de sociologie politique, comme celle du répertoire : pourquoi certaines catégories sociales qui ne se mobiliseraient pas en viennent à se mobiliser et comment ? Ou celle de **la socialisation** : qui s'engage et pourquoi ?

*Le Centre d'études français sur la Chine contemporaine **UMIFRE CEFC** fondé en 1991 à Hong Kong, est un centre de recherche public français rattaché au CNRS depuis 2007 au titre de l'USR Asie orientale (CNRS, MAEDI, EHESS).

Il a pour mission d'étudier les mutations politiques, économiques, sociales et culturelles du monde chinois contemporain et compte actuellement une dizaine de chercheurs et doctorants, qui y séjournent en moyenne entre 2 et 4 ans. Le CEFC bénéficie d'une triple implantation - Hong Kong, Pékin, Taipei – unique au monde dans le champ des études chinoises contemporaines.

Basé à Pékin, le **Centre Franco-Chinois en Sciences Sociales de l'Université Tsinghua (CFC)** créé en 2002 et rattaché au CEFC en 2014 a en outre pour mission de mieux faire connaître les sciences sociales françaises en Chine, d'encourager les approches comparatives sur les grandes problématiques du monde contemporain et de renforcer la recherche et les échanges en sciences humaines et sociales entre les milieux universitaires chinois et français.

Le CEFC-CFC joue également un rôle de coordination au niveau européen, étant le seul centre de recherche européen en Chine entièrement consacré à l'étude de la Chine contemporaine.

L'article d'**Erik Neveu** nous permet de comprendre **comment les médias transforment un fait, un événement ou une situation** en un objet de débat public requérant l'action du gouvernement et la mise en place de politiques publiques appropriées. Mais il souligne également l'existence d'une série de filtres qui expliquent que certaines mobilisations sont rarement médiatisables, ou le sont de manière biaisée. S'intéresser aux acteurs, à ce qu'ils font, c'est aussi, comme le rappelle **Michel Dobry** dans le dernier article de cette partie, **renoncer à identifier des lois de l'histoire et désolidariser l'analyse** des situations de crise de la recherche de leurs causes, de leurs résultats ou de leurs conséquences plus ou moins lointaines.

¹ dir., 公众参与和社会治理 (*Public Participation and Social Governance, Lectures at Tsinghua University from 2014 to 2017*), Beijing, Encyclopaedia of China Publishing House, 238 p.

Michel Dobry nous invite ainsi à lire les événements critiques – comme les crises politiques ou les révolutions – comme des conjonctures fluides qui tendent à s'arracher aux facteurs historiques singuliers qui leur ont donné naissance, autrement dit comme des états particuliers des « structures » des systèmes sociaux complexes dans lesquels ces événements prennent place et comme des logiques de situation originales qui contraignent puissamment les perceptions, calculs et actions de l'ensemble de leurs protagonistes.

A l'heure où divers dispositifs participatifs sont expérimentés en Chine, la deuxième partie soulève des questions pratiques concrètes concernant l'élaboration et la mise en œuvre des dispositifs de participation du public susceptibles d'intéresser autant les chercheurs que les décideurs chinois : à quelles conditions les dispositifs de participation et de délibération peuvent-ils représenter des avancées dans la résolution de problèmes concrets et l'intégration des populations marginalisées ? Quelles sont les difficultés rencontrées dans leur mode de fonctionnement et leur institutionnalisation ?

Le premier article, écrit par **Loïc Blondiaux**, permet de comprendre l'arrière-plan à partir duquel s'est développé **la démocratie participative en France** depuis la fin des années 1990, c'est-à-dire les données de la « crise » de la démocratie représentative. La mise en place des institutions participatives en France a partout été marquée par la volonté affichée par leurs promoteurs d'approfondir la démocratie, d'élargir l'espace public par le débat et d'ouvrir la décision aux citoyens, en appelant des groupes sociaux défavorisés et sous-représentés dans le champ politique à s'exprimer. Se demandant à quelles conditions les politiques dites « participatives » peuvent ouvrir de nouveaux canaux de médiation des demandes sociales, **tous les articles réunis ici mettent en garde contre les pièges d'une injonction participative émanant de pouvoirs publics qui, confrontés à une défiance généralisée, et à la volonté de contrôle des citoyens sur leur activité, sont à la recherche de nouvelles formes de légitimité.**

Ces politiques peuvent également répondre à une stratégie des gouvernants afin d'encadrer certains groupes sociaux, à canaliser l'expression de leur mécontentement, parfois à limiter l'expression de leurs demandes politiques. Les expériences participatives se réduisent souvent à des processus de consultation des consommateurs-usagers afin de

■ Conférence de Loïc Blondiaux, «Les démocraties représentatives à l'épreuve», Université Tsinghua, 5 sept. 2017



■ Conférence de Thomas Kirszbaum, «La participation citoyenne dans les quartiers populaires en France», Université Tsinghua, 30 sept. 2016.

mesurer leurs attentes et leur satisfaction vis-à-vis de l'administration, tout en exigeant de cette

dernière de se montrer plus réactive dans ses réponses. Dans des pays démocratiques comme la France, les pouvoirs publics demeurent également réticents à reconnaître aux citoyens la légitimité à coproduire l'expertise et à partager leur pouvoir de décision.

Comme le soulignent **Thomas Kirszbaum** et **Marion Carrel**, la prégnance des logiques descendantes au détriment des initiatives émanant de la société civile, explique que ces structures participatives ne parviennent pas à être le relais des mobilisations citoyennes et donc à endiguer les conflits et les crises, notamment celle des banlieues. Tout en mettant en lumière **des motivations communes aux pouvoirs publics français et chinois dans la mise en œuvre de ces dispositifs**, Carrel et Kirszbaum indiquent aussi qu'identifier et prévenir les échecs nécessite de prendre en compte dans l'analyse la qualité de la participation et en particulier de la délibération : qui participe et comment, selon quelles règles et quelles modalités ?

Ces articles soulignent néanmoins qu'il existe des raisons d'espérer. Le deuxième article de Blondiaux fait état de divers types de dispositifs participatifs grâce auxquels les citoyens parviennent à influencer les décisions publiques que ce soit au niveau national ou local, voire à participer à la mise en œuvre des politiques publiques, notamment en matière d'urbanisme. Carrel montre qu'en s'appuyant sur l'expertise des personnes concernées et la codécision, la participation peut renouveler les politiques publiques sur un mode ascendant et que, lorsque ces conditions sont mises en œuvre, la délibération peut avoir des effets émancipateurs sur les personnes généralement stigmatisées et éloignées de la parole publique tout en promouvant une meilleure connaissance des politiques publiques.

Les contributions réunies dans ce livre visent par ailleurs à éclairer la démarche en sciences sociales telle qu'elle est pratiquée en France, mettant en particulier en avant l'importance de la dimension empirique et de l'esprit critique, source d'innovations scientifiques et du changement social. A ce titre, cet ouvrage est fidèle à l'esprit de liberté académique que le CFC est parvenu à maintenir à Tsinghua, et témoigne du fait qu'il **subsiste un espace de liberté de publication dans la Chine de Xi Jinping**, pour autant que l'on parvient à trouver les bons collaborateurs et à mettre en œuvre une stratégie éditoriale adéquate. ☘